



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le **19 NOV. 2024**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIFCO APPLIED SURFACE CONCEPTS

2 rue de la Noue Guimante
77400 Saint-Thibault-Des-Vignes

Références : E/24- *223*
Code AIOT : 0006522082

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement SIFCO APPLIED SURFACE CONCEPTS implanté 2 RUE DE LA NOUE GUIMANTE, LOTS 22, 23 à SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES (77400). L'inspection a été annoncée le 02/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIFCO APPLIED SURFACE CONCEPTS
- 2 RUE DE LA NOUE GUIMANTE, LOTS 22, 23 à SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES (77400)
- Code AIOT : 0006522082
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement réalise du traitement de surface classé au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2565-2-a de la nomenclature des ICPE pour lequel il bénéficie de l'arrêté préfectoral n°2022/DRIAT/UD77/146 du 16/12/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Accès au site	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 12 > I.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Installations électriques, éclairage et chauffage.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Généralités / Émissions dans l'air / Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44, 57 et 58	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des produits.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Sans objet
5	Système de détection automatique	Arrêté Ministériel du 09/09/2019, article 19	Sans objet
6	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > I. et II.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre les documents justifiant de la vérification des moyens de lutte contre l'incendie, de mesures de rejets atmosphériques et de la levée des observations constatées sur le dernier rapport de vérification des installations électriques.

L'exploitant doit également justifier de la mise en place d'un moyen rendant disponible à tous moments l'accès à son établissement par le SDIS 77 en cas d'incident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des produits.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Produits chimiques, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
Constats : L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits dangereux pour l'environnement présent dans son établissement et a été en mesure de fournir un état de son stock. Les produits stockés en hauteur sont bien identifiés avec la mention de danger lisible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Comme précisé à l'exploitant pendant la visite, l'inspection des installations classées recommande de travailler à la réalisation d'un état des stocks plus synthétique permettant d'identifier rapidement les quantités totales présentes dans l'établissement et regroupées par famille de produits et par rubrique ICPE concernées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 12 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection réalisé en date du 24/11/2022, l'inspection des installations classées a effectué le constat suivant: <i>"L'établissement est installé dans un bâtiment multi-activités. Les véhicules accèdent au bâtiment par un portail, circulent dans le sens antihoraire, puis en sortent par un second portail. Les deux portails</i>

sont ouverts en journée. Ils sont fermés pour la nuit à partir de 19h. L'exploitant n'a pas su indiquer à l'équipe d'inspection l'heure d'ouverture en matinée, ni les horaires le week-end. L'exploitant n'a pas su indiquer la procédure d'accès en dehors des heures d'ouverture. En cas de déclenchement de l'alarme incendie ou intrusion, la société de sécurité prévient par téléphone des cadres de la société. Leur temps de trajet ne leur permet pas d'être sur place rapidement pour faire la levée de doute ou avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. L'exploitant doit établir une procédure d'intervention mentionnant les codes d'accès des portails, qui sera communiquée au service d'incendie et de secours."

Pendant la visite, l'exploitant a indiqué s'être rapproché du Service Départemental d'Incendie et de Secours et que celui-ci avait répondu ne pas être en mesure de pouvoir prendre un code d'accès, qu'il fallait mettre en place un déverrouillage de type "tricoise".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un justificatif (photo) de la mise en place de ce système sur le portail d'accès.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.

S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant :

- permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ;
- indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ;
- implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.

L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;
d) D'un dispositif de détection automatique (en cas d'emploi de liquides inflammables).
e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

Constats :

D'après l'exploitant la vérification des extincteurs a été effectuée en décembre 2023 mais il ne disposait pas du rapport. Les inspecteurs ont regardé quelques extincteurs présents dans l'établissement par sondage et il semble qu'ils ont bien été vérifiés. Cependant, il a été demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de vérification pour une vérification plus globale. Mais, il n'a pas été envoyé à la suite de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le dernier rapport de vérification des extincteurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Installations électriques, éclairage et chauffage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Constats :

Pendant la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques. Ce rapport indique des non-conformités que l'exploitant a déclaré avoir levé, en partie en interne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre une synthèse de la levée des non-conformités relevées lors du dernier contrôle de vérification des installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Système de détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/09/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique
Prescription contrôlée : Un dispositif de détection d'incendie, dont l'objectif est notamment de prévenir les occupants pour qu'ils évacuent les lieux, est installé dans les locaux concernés en application des articles 11 et 14. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...]
Constats : L'exploitant a présenté le rapport annuel de vérification du système de détection incendie. Le rapport indique que les équipements sont conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > I. et II.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;
- 50 % de la capacité totale des cuves associées.

Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.

Constats :

Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les produits dangereux pour l'environnement sont bien stockés sur des rétentions adaptées.

L'installation de traitement de surface par circulation d'électrolytes et effectué par un pilote composé de 3 cuves fermées de 1 000 l chacune. L'ensemble de cette installation dispose de sa propre rétention avec détection de fuite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Généralités / Émissions dans l'air / Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44, 57 et 58

Thème(s) : Risques chroniques, VLE

Prescription contrôlée :

Article 44:

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles du présent chapitre. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Elles concernent notamment la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.

Article 57:

Emissions dans l'air.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration dont le dimensionnement est joint au dossier de demande d'enregistrement. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.

L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés.

POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m3)
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2

Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO2	200
SO2	100
NH3	30

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Cas particulier de l'attaque nitrique / NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m³ sur un cycle de production et à 800 mg/m³ comme maximum instantané.

Article 58:

Surveillance des émissions.

Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier rapport de mesure des rejets atmosphériques.

Les valeurs limites d'émissions sont conformes à la réglementation, néanmoins, l'exploitant n'a pas transmis la copie de ce rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le dernier rapport de mesures des rejets atmosphériques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

